

Cérémonie de remise de la médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme

Discours du Président de la FENVAC, Jean-Michel ROLLOT, lors de sa remise de médaille

Le 11 mars 2020, en présence notamment de :

- Monsieur le Président de la République, François Hollande ;
- Madame la Maire du IX^e arrondissement de Paris, Delphine Bürkli ;
- Monsieur le Consul Général du Burkina Faso à Paris, Ousmane Nacambo ;
- Monsieur le procureur de la République de Paris, Rémy Heitz ;
- Madame la Présidente du Conseil National des Barreaux, Christiane Féral-Schuhl ;
- Madame la Directrice du FGTI, Nathalie Faussat ;
- Monsieur le Directeur de l'ONACVG, André Rakoto ;
- L'ancien président de la FENVAC, Monsieur Pierre-Etienne Denis ;
- Plusieurs avocats de défense de droits des victimes ;
- Représentants d'associations membres de la FENVAC.

Monsieur le Président,

Madame la Maire,

Monsieur l'Ambassadeur,

Monsieur le Procureur,

Mesdames et messieurs, chers amis,

Permettez-moi, en premier lieu, de remercier chaleureusement Madame Delphine Bürkli, maire du IX^{ème} arrondissement de Paris, de sa présence, bien entendu, mais aussi d'avoir bien voulu nous accueillir dans ses locaux pour cette petite cérémonie.

En vous adressant cette demande, chère Madame, je souhaitais saluer votre action personnelle et votre engagement déterminé dans le soutien à toutes les victimes et familles de victimes du drame de la rue de Trévise survenu le 12 janvier 2019. Comme Président de la FENVAC, je voulais également rendre hommage à vos équipes de cette mairie d'arrondissement avec lesquelles nos propres équipes et les associations ont toujours pu travailler dans une harmonie totale au service des victimes et de leurs proches ; croyez-moi, c'est un fait rare et il est juste de le souligner. J'aimerais tant que la puissance publique, quel que soit son échelon de territorialité, soit aussi réceptive et active dans tous les drames pour lesquels la FENVAC intervient...

La Médaille Nationale de Reconnaissance des Victimes du Terrorisme n'est pas une décoration décernée au mérite ; elle distingue des femmes et des hommes dont la vie a voulu qu'ils rencontrent un jour la tragédie humaine d'un monde trop souvent fait de violence et de haine.

Toutes les victimes et leurs familles ont un point commun : elles étaient innocentes le jour du drame et cette médaille est avant tout, à mon sens, un acte de solidarité nationale qui souligne cette injustice.

Pour ma part, je n'oublierai jamais ces neuf heures de prise d'otage à Ouagadougou, sous les bruits incessants des sirènes d'alarme de l'hôtel « Splendid » et le fracas permanent des balles qui dehors massacraient les clients du « Capuccino » et blessaient des passants au hasard de l'avancée des terroristes. Comme je n'oublierai pas les éclats et les impacts des armes des soldats burkinabés, américains et français qui nous ont enfin libéré. Je n'oublierai pas non plus que j'ai eu la chance de pouvoir être en liaison constante avec de véritables amis, ici présents, avec l'ambassade et avec le Centre de crise au quai d'Orsay.

Cette parenthèse dans une vie dont, tant qu'elle n'est pas refermée, on ne sait pas le temps qu'elle durera ; c'est aussi une brèche dans la perception que l'on a des choses de la vie, de leur importance. Face à l'idée d'une mort possible, probable, on est seul pour revivre ses choix de vie et imaginer tout ce que l'on aurait pu faire d'autre ou autrement.

Par la pensée, on est près de ses enfants, de ses parents, de ses amis. On est seul et on attend l'issue pendant un temps qui prend son temps pour ne pas finir, jusqu'au moment de la libération qui, a contrario, est d'une fugacité tellement forte qu'elle heurte la mémoire des faits de ces instants.

Dans ma mémoire, des flashes se succèdent : un soldat américain qui me dit en souriant, alors que fusent les derniers tirs : « it's all right, sir ! », un médecin de l'armée française qui m'ausculte en me posant des questions que je n'entends pas, un officier burkinabé qui m'escorte jusqu'à une ambulance dont je rate la marche. C'est comme un rêve et je n'y crois pas vraiment. Ce que je sais, c'est que c'est ce jour-là, si toutefois j'avais des doutes, j'ai su les sentiments que me portait l'homme qui est aujourd'hui mon mari.

C'est tout cela être « victime » ; une succession de moments de peurs, de joies, de bruits et de silences ; c'est aussi porter un fardeau qu'en réalité on ne peut pas partager, qu'on ne peut pas oublier.

Monsieur l'Ambassadeur, votre excellence, en vous remerciant très sincèrement de votre présence, je souhaitais évoquer votre pays et mon attachement au Burkina Faso. Il traverse aujourd'hui une période difficile qui s'est ouverte avec cet attentat du 15 janvier 2016 à Ouagadougou, au moment même où les burkinabés donnaient à l'Afrique et au Monde, avec l'élection du Président Kaboré, un exemple de démocratie apaisée qui succédait à des années de despotisme comme le continent en connaît encore trop.

Le Burkina Faso est aujourd'hui menacé et son combat pour la sécurité est aussi, ne nous y trompons pas, notre combat ; le Sommet de Pau de janvier dernier a permis de poser les bases d'une nouvelle collaboration entre la France et les pays du G5 Sahel. Cette coopération est indispensable pour garantir le développement. Dès le surlendemain de l'attentat, j'avais dit à mes amis que je reviendrais au Burkina Faso, ne serait-ce que pour démontrer que l'objectif des terroristes n'avait pas été atteint.

J'y suis retourné et j'ai achevé le travail pour lequel j'étais en mission pour l'Union Européenne. Je n'en tire aucune gloire mais, par simple cohérence, je ne pouvais pas, en même temps, affirmer avec des millions de françaises et de français que les terroristes du 13 novembre 2015 ne gagneraient jamais et ne pas retourner au Burkina Faso.

Aujourd'hui est aussi la Journée Nationale d'Hommage aux Victimes du Terrorisme, décrétée par le Président de la République et, en ce jour particulier, je veux dire deux choses,

notamment devant les représentants de la chaîne judiciaire et de sécurité qui ont pu être parmi nous en ce jour.

La première, c'est que le Président a eu raison, dans son discours à la Préfecture de police de Paris, le 8 octobre dernier, de rappeler que le combat contre le terrorisme n'est pas achevé et que nous sommes toujours en guerre. Il disait : « *Ne pas nous habituer. Il nous revient de retrouver la force des vertus républicaines qui toujours l'ont emporté car ce qui se joue, c'est bien le combat de toute une Nation contre ceux qui veulent menotter la liberté, les femmes, la civilité, contre ceux qui veulent diviser, séparer, manipuler.* ». C'est dans ce sens qu'il nous faut continuer d'être vigilants.

La seconde, c'est que, au nom des victimes mêmes et de la nécessité pour elles de pouvoir donner une réponse au pourquoi de ces tragédies individuelles et collectives, il est indispensable que la justice puisse passer. Il faut donc rapidement trouver un cadre légal adapté au retour en France des jihadistes détenus au Moyen Orient, dans un dispositif hautement sécurisé de détention préventive, afin qu'ils répondent enfin de leurs actes.

Au-delà, nous sommes favorables à ce que le Président de la République saisisse la Cour Pénale Internationale, dans le cadre des articles 5 et 14 du Statut de Rome, afin de disposer de moyens ad'hoc pour mener le combat judiciaire des états de droit concernés contre ceux qui ne connaissent et ne reconnaissent que la terreur.

Je veux aussi, bien entendu, remercier Monsieur François Hollande. D'abord pour avoir immédiatement accédé à ma demande de me remettre personnellement cette médaille de reconnaissance qu'il a institué par décret le 26 juillet 2016.

Mais aussi parce que je souhaitais, à cette occasion, lui adresser deux messages ; un comme Président de la FENVAC et un, plus personnel...

Monsieur le Président, après Robert Badinter qui a défini le premier les contours de l'intervention de l'Etat dans l'aide aux victimes de catastrophes et de drames collectifs, c'est sous votre impulsion et, je le sais, parfois, sur votre insistance, qu'a été bâti le système d'aide et d'indemnisation des victimes d'attentats terroristes de notre pays. Il faudra bientôt le développer pour les victimes d'accidents collectifs et nul doute que ce dispositif peut évoluer encore. Avec notre Fédération, nous y contribuons ou plutôt, nous essayons d'y contribuer tant l'écoute des institutions de la République est souvent difficile à obtenir aujourd'hui. Néanmoins, ce mécanisme est le plus large et le plus protecteur de tous ceux qui existent dans le monde. Juliette Méadel, dont je souhaite excuser l'absence ici car, comme Delphine Bürkli, elle a un calendrier particulièrement chargé dans cette période, a su, lorsque, comme membre du gouvernement, elle en avait la responsabilité, lui donner une approche collaborative très forte avec les victimes et leurs associations, donc plus humaine et plus réaliste.

Nous avons malheureusement parfois perdu cette dimension indispensable avec la disparition du Secrétariat d'Etat et, inopportunément, c'est la technocratie qui y a gagné avec ses corollaires que sont l'efficacité administrative, mais aussi l'éloignement humain.

Monsieur le Président, toutes les victimes d'attentats et leurs familles avec qui j'ai discuté depuis des mois ont souligné l'intensité de votre empathie et sa sincérité ressentie lorsqu'ils vous ont rencontré. Votre mandat a été ponctué de trop de rendez-vous avec ces tragédies mais, à chaque fois, vous avez su affronter l'adversité avec autorité face à ceux qui faisaient la guerre à notre pays et aussi avec une compassion visiblement sincère et profonde vis-à-vis de ceux qui en souffraient. Permettez-moi d'être leur relais et de vous remercier de cela, très simplement et très chaleureusement.

Mais il se trouve que je ne suis pas que Président de la FENVAC et, Monsieur le Président, nous nous connaissons depuis un temps certain. Nous partageons et nous portons des engagements communs. Nous nous sommes croisés, parfois nous nous sommes confrontés,

nous avons aussi ri ensemble, nous avons discuté et même aussi marchandé, nous avons beaucoup dialogué et même agi...

Bref, Monsieur le Président, je vous ai tutoyé avant de vous vouvoyer et, en tête à tête, j'ai le sentiment que votre regard m'invite toujours à te tutoyer, François, comme je vais le faire pour les trois phrases qui suivent.

C'est au nom de cette fraternité aussi que je t'ai demandé de bien vouloir me remettre cette médaille.

Parce que l'homme que j'ai fréquenté jadis, après un mandat présidentiel particulièrement éprouvant, est redevenu celui que je connaissais auparavant, fraternel, ouvert et bienveillant, toujours à l'écoute, passionné et passionnant, et je peux en témoigner. Pour cela, et pour beaucoup d'autres choses encore, passées et, je l'espère, à venir, je dirai simplement : Merci François !

Pour terminer, face aux débats qui agitent la société française d'aujourd'hui, permettez-moi quelques mots sur les victimes. Je crois qu'il faut rappeler des choses évidentes, mais aussi qu'il convient de les marteler sans cesse.

- Quel que soit le bourreau et la douleur infligée, une victime mérite toujours compassion, soutien et écoute attentive...
- Il n'y a pas de « petite » ou de « grande » victime face à l'injustice...
- La réparation, ce n'est ni l'oubli, ni le pardon ; la réparation, c'est la justice.
- Que cela soit pour harcèlement, professionnel ou sexuel, par antisémitisme, par racisme, au nom d'une cause ou d'une religion, les bourreaux doivent toujours répondre de leurs actes.
- On ne répond pas à la barbarie par la barbarie, si on croit en la justice dans un Etat de droit.

En portant cette médaille de reconnaissance, c'est ma fierté d'un juste combat mené avec d'autres que je veux afficher. D'accidents collectifs ou d'attentats, nous sommes des victimes mais nous ne nous résignons pas à cet état. Sans rien renier dans nos mémoires, nous voulons nous battre pour la réparation et la prévention et notre arme, c'est la justice.

Je vous remercie...